

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Fev
2019

L'EUROPE BANALISE L'ENFERMEMENT DES ÉTRANGER.E.S

DES CENTRES SEMI-FERMÉS EN ALLEMAGNE.

Depuis septembre 2018, 9 centres semi-fermés – *Ankerzentren*, soit 'accueil, décision et retour' – ont été mis en place en Allemagne. Il s'agit de rassembler toutes les administrations intervenant dans la procédure d'asile sur un même site. Les exilé.e.s y sont placé.e.s jusqu'à la fin de leurs démarches. **L'enfermement peut durer 18 mois**, les exilé.e.s n'ont pas le droit de quitter le centre jusqu'à épuisement de leurs recours. Dans ce centre de plusieurs milliers de places, les exilé.es n'ont pas le droit de circuler sans autorisation en dehors d'un périmètre restreint, de quitter le centre plus de deux jours d'affilé et doivent respecter un **couvre feu**. Ces « centre d'accueils » sont plutôt des centres de rétention qui banalisent l'enfermement des étranger.e.s. Ils les éloignent complètement du reste de la population et facilitent les expulsions.

Au Danemark : les exilé.e.s parqué.e.s dans une île inhabitée, à durée indéterminée.

Depuis 2015, le Danemark a rétabli le contrôle à ses frontières et a adopté 100 amendements restreignant les droits des étranger.es. En 2018, le gouvernement a diminué les prestations sociales, restreint le regroupement familial et systématisé la **saisie les biens de valeurs** au franchissement de la frontière. Pour dissuader les demandeurs d'asile, il va jusqu'à payer des **encarts dans la presse libanaise**, pour se vanter des durcissements de conditions d'installation au Danemark.

La dernière loi votée est encore pire : **regrouper sur une île inhabitée** les débouté.e.s de l'asile qui ont un casier judiciaire en attendant leur expulsion ; mais aussi les **personnes sans papiers** qui ne sont pas expulsables car leur pays d'origine est jugé trop dangereux et qui vont donc rester pour une durée indéterminée sur cette île. Le centre de rétention qui ouvrira ces portes en 2021 est aménagé dans un ancien centre de recherche pour les maladies animales contagieuses.



POLITIQUE DE STOCKAGE



MACHINE À EXPULSIONS

EL-BÉCHIR ET MACRON, EN MARCHE

Soulèvement au Soudan

Alors qu'en France le mouvement des gilets jaunes continue de dénoncer les injustices sociales malgré une répression féroce, un soulèvement contre la politique d'appauvrissement général du peuple a lieu au même moment au Soudan. Depuis décembre, des manifestations massives s'enchaînent pour dénoncer le coût de la vie (le prix du pain et du carburant a triplé), la corruption du gouvernement, et les atteintes contre la liberté d'expression qui durent depuis des décennies. Contre ce mouvement, le régime d'El-Béchir n'hésite pas à recourir à la violence : 40 manifestants ont été tués par la police en décembre.

El-Béchir fait le sale boulot de garde-frontière

La simultanéité de ces deux soulèvements populaires n'est pas le seul lien entre la France et le Soudan. Depuis 2016, la mise en œuvre du « processus de Khartoum » a permis aux gouvernements européens de sous-traiter la gestion des frontières européennes à des pays le plus loin possible de l'Europe. Désormais la France et le Soudan sont des partenaires étroits pour faire la guerre aux migrants. Le pouvoir en place a consacré 80 % de sa dépense publique à ses forces de sécurité, dont le rôle essentiel est d'empêcher les réfugiés de partir. Grâce à cette collaboration, les personnes cherchant à fuir le Soudan